

1.2 Texte original

K0503816

14/2/1993

G

M: Le Président,

L'évolution militaire et politique actuelle exige qu'on regarde la situation en face avec réalisme et qu'on essaie d'y remédier. Pour y arriver, on doit se poser quelques questions:

1° Qu'est ce que le FPR ?

Au départ, c'était les Tutsi de la NRA, qui voulaient conquérir le pouvoir. Après leur extermination, les partis MDL, PL et (SD), ont récupéré le mouvement. Beaucoup de ces leaders sont conscients du danger de donner le pouvoir aux militaires tutsi. Ils ont donc moyauté le FPR. Parmi les recruteurs, on dit que Zabatwara a envoyé 500 jeunes de sa région, pour permettre à Kanyarungwe de gagner son influence au sein du FPR. Il est sur le point d'arriver. Bien avant lui, Zabatwara avait envoyé beaucoup de jeunes gens de Kigongo en Tanzanie. Gatabazi l'avait fait longtemps après il est parti, mais ses liens avec les gens qu'il a envoyés au FPR n'ont pas été coupés. C'est donc une course contre la montre entre les Tutsi et les Hutu, pour voir qui contrôlera le FPR lors de l'impasse. Certains seront versés dans le FPR, d'autres seront envoyés sur les collines, où ils recevront des missions d'assassinats et de déstabilisation. En face de cette machine de guerre, le MRND n'a rien.

Il se prétend disposer d'une Armée où les désertions et les trahisons sont nombreuses, où les services de renseignements

sont insuffisants, quelquefois volontairement silencieux. Ce n'est pas suffisant et bientôt on risque de voir une petite partie de l'armée rester seule sur le champ de bataille et être submergée.

K0503817

2.° contre qui est dirigée la guerre ?

La situation politique actuelle le démontre. Le FPR a toujours tenté d'attaquer Cyangugu. N'eût été la coopération avec le Zaïre, nous aurions eu de énormes difficultés. Le FPR veut Gisenyi, Rubengeri et Byumba. Dans sa stratégie actuelle, il ajoute Kigali, Kibungo et Bihungwa. Il n'a pas l'intention d'inquiéter bitarama et Butare. Au besoin, après la conquête de ces préfectures, il s'arrêterait, et s'entendrait avec le Centre-est pour gouverner, après avoir assuré toutes les

- vengeance (tutsi et politiciens de bitarama) on l'a vu après l'attaque de Rubengeri;
- La préfecture de bitarama a été;
- Des gens de bitarama ont tenté de fermer la route Mukamira, pour empêcher à l'armée et aux marchandises de passer l'idée d'une nation n'existe plus, seule l'éthnie et la région comptent, jusqu'à notre chute et celle du RND. Parmi les moyens de chute, c'est le déplacement des populations, qui finiront par se révolter contre nous et le parti. Dans une cassette que je vous ferai parvenir, les défilés le disent: "pourquoi on ne les aide pas à se défendre si l'on ne peut le faire?"

Que faut-il faire ?

Le Bureau politique a suggéré de ne pas faire ce que veut le Premier Ministre, c'est-à-dire, le mesquin équilibré

au sein de l'Armée. Il sait qu'en procédant de cette façon, il travaille en faveur du FPR; ~~mais~~ mettre sur pied une armée voyantée et démotivée assés à la défense des régions attaquées.

Le Pouvoir Politique a également réclamé la constitution des groupes de défense chez les déplacés et dans les Préfectures menacées, cela n'a pas été fait. Les raisons invoquées de ne pas armer les civils sont fallacieuses et une telle attitude, classique chez les militaires de métier, risque de nous coûter très cher. Cela n'a pas empêché au parti et au FPR, de nous accuser d'entretenir des milices! A mon avis, il est très urgent d'entraîner les jeunes gens (secrettement bien sûr). On sait que c'est le plan initial de conquérir le lac Kivu et l'Est du Zaïre qui est en jeu. Toute la participation du peuple entier peut en venir à bout. Il faudrait en outre alerter le Zaïre et le Kenya, pour conjurer les effets dans ce domaine. Bujumba est un mot. On a noté la présence des troupes des Belges et des Belges dans les rangs du FPR. Il faudrait fortement sensibiliser les EU, la France et la Belgique sur ce phénomène, surtout la Belgique qui se laisse manipuler facilement. Compte tenu de la situation, il faudrait trouver des solutions adéquates, notamment par un dépôt urgent d'une plainte au Conseil de Sécurité.

Avec mes respects,
Mathieu Nguirwaïse

15/4/92

48.1 Lettre « confidentielle » de Mathieu Ngirumpatse au Président Juvénal Habyarimana du 15 février 1993 (TPIR, K00503816-18)

1.1 Texte transcrit [AG]

14/02/1993

Monsieur le Président,

L'évolution militaire et politique actuelle exige qu'on regarde avec réalisme et qu'on essaie d'y remédier. Pour y arriver, on doit se poser quelques questions :

1. Qu'est-ce que le FPR ?

Au départ, c'était les Tutsi de la NRA, qui voulaient conquérir le pouvoir. Depuis leur extermination, les partis MDR, PL et PSD ont récupéré le mouvement. Beaucoup de ces leaders sont conscients du danger de donner le pouvoir aux militaires tutsis. Ils ont donc noyauté le FPR. Parmi les recruteurs, on dit que Sebataware a envoyé 500 jeunes de sa région pour permettre à Kanyarengwe de gagner son influence au sein du FPR. Il est sur le point d'arriver. Bien avant lui, Sabakunzi avait envoyé beaucoup de jeunes gens de Gikongoro en Tanzanie. Gatabazi l'avait fait longtemps, après il eut peur, mais ses liens avec les gens qu'il a envoyés au FPR n'ont pas été coupés. C'est donc une course contre la montre entre les hutus et les tutsis pour voir qui contrôlera le FPR lors de l'intégration. Certains seront versés dans les FAR, d'autres seront envoyés sur les collines où ils recevront des missions d'assassinats et de déstabilisation. En face de cette machine de guerre, le MRND n'a rien ; il prétend disposer d'une armée où les désertions et les trahisons sont nombreuses, où les services de renseignements sont insuffisants, quelquefois volontairement silencieux. Ce n'est pas suffisant et bientôt, on risque de voir une petite partie de l'armée rester seule sur le champ de bataille et être submergée.

2. CONTRE qui est dirigée la guerre ?

La situation politique actuelle le démontre. Le FPR a toujours tenté d'attaquer Cyangugu. N'eut été la coopération avec le Zaïre, nous aurions eu d'énormes difficultés. Le FPR veut Gisenyi, Ruhengeri et Byumba. Dans sa stratégie actuelle, il ajoute Kigali, Kibungo et Gikongoro. Il n'a pas l'intention d'inquiéter Gitarama ; on l'a vu après l'attaque de Ruhengeri :

- la préfecture de Gitarama a fêté,
- des gens de Gitarama ont tenté de fermer la route Mukamira, pour empêcher à l'armée et aux marchandises de passer.

L'idée d'une nation n'existe plus, seules l'ethnie et la région existent, jusqu'à notre chute et celle du MRND. Parmi les moyens de chute, c'est les déplacements de populations qui finiront par se révolter contre Vous et le Parti. Dans une cassette que je vous ferai parvenir, les déplacés le disent : « pourquoi on ne les aide pas à se défendre si l'on ne peut le faire ? »

Que faut-il faire ?

Le bureau politique a suggéré de ne pas faire ce que veut le Premier Ministre, c'est-à-dire le mesquin équilibrage au sein de l'armée. Il sait qu'en procédant de cette façon, il travaille en faveur du FPR : mettre sur pied une armée noyauté et désintéressée à la défense des régions attaquées.

Le bureau politique a également réclamé la constitution de groupes de défense chez les déplacés et dans les préfectures menacées. Cela n'a pas été fait. Les raisons évoquées de ne

pas armer les civils sont fallacieuses et une telle attitude classique chez les militaires de métier risque de nous coûter très cher. Cela n'a pas empêché aux partis et au FPR de nous accuser d'entretenir des milices ! À mon avis, il est très urgent d'entraîner les jeunes gens, (secrètement bien sûr) on sait que c'est le plan initial de conquérir le Rwanda, le Burundi et l'est du Zaïre qui est en route. Seule la participation du peuple entier peut en venir à bout. Il faudrait en outre alerter le Zaïre et le Kenya, pour conjuguer les efforts dans ce domaine. Buyoya est aussi concerné. Il faudrait lui en toucher un mot. On a noté la présence des Libyens, des Cubains et des Belges dans le rang du FPR. Il faudrait fortement sensibiliser les États-Unis, la France et la Belgique sur ce phénomène, surtout la Belgique qui se laisse manipuler facilement.

Compte tenu de la situation, il faudrait trouver des solutions adéquates, notamment par un dépôt urgent d'une plainte au Conseil de Sécurité.

Avec mes respects
Mathieu Ngirumpatse
15/02/93